



## ARRÊTÉ

### Portant modification de la circulation et interdiction de stationner

N° 289/2024

**Objet :** Travaux de 3 branchements AEP – rue Raymond et Marcel Glize

**Le Maire de la Commune de Boucau,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**Vu** l'arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative au Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** la demande présentée par la régie des eaux domiciliée à Bayonne (64) en date du 24/09/2024 relative à des travaux de 3 branchements AEP pour une nouvelle résidence HSA rue Raymond et Marcel Glize, pour le compte de la CAPB ;

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité et la continuité de la circulation au droit du chantier,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Des mesures restrictives à la circulation seront prises, en fonction des nécessités du chantier :

- du lundi 23 septembre au mercredi 2 octobre 2024 ;
- sur le grand terrain entre le numéro 96 et le numéro 98 de la rue Raymond et Marcel Glize, pour le projet immobilier HSA ;
- la circulation sera maintenue avec empiètement sur chaussée et mise en place d'un alternat par feux tricolores ;
- Interdiction au VL et PL de stationner et de dépasser à hauteur du chantier ;
- La vitesse sera limitée à 20km/h.

**ARTICLE 2<sup>ème</sup>** : Le stationnement sera interdit au droit du chantier. Le Pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'accès et la sécurité des piétons, usagers et riverains.

**ARTICLE 3<sup>ème</sup>** : La pré signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par le pétitionnaire pendant toute la durée du chantier. Un soin particulier sera apporté au balisage du chantier après départ de l'entreprise le soir. L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

**ARTICLE 4<sup>ème</sup>** : Le pétitionnaire demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

**ARTICLE 5<sup>ème</sup>** : En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau (par dépôt sur place, voie postale ou voie dématérialisée [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de 2 mois à compter de la notification à l'intéressé de son affichage, selon les règles en vigueur, ou de sa notification.

**ARTICLE 6<sup>ème</sup>** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7<sup>ème</sup>** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

1. Monsieur le Président des Services de Secours des Pyrénées atlantiques,
2. Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Bayonne,
3. Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale,
4. Monsieur le responsable des collectes de la CAPB,
5. Messieurs les Directeurs des Transports Chronoplus-Basque bondissant
6. Le pétitionnaire pour attribution

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché sur les lieux et en Mairie.

Notifié le :      26 SEP. 2024

BOUCAU, le 24 septembre 2024

Pour le Maire empêché,

  
  
Marie José Rogues

1<sup>ère</sup> adjointe